



HAL
open science

Depuis l'océan Indien : 30 ans d'explorations de nouvelles frontières de recherche aux interfaces des sciences et du social.

Bernard Idelson, Grégoire Molinatti

► To cite this version:

Bernard Idelson, Grégoire Molinatti. Depuis l'océan Indien : 30 ans d'explorations de nouvelles frontières de recherche aux interfaces des sciences et du social.. Questions de communication, 2022, 42, pp.73-96. 10.4000/questionsdecommunication.30764 . hal-04445582

HAL Id: hal-04445582

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-04445582>

Submitted on 5 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Depuis l'océan Indien : 30 ans d'explorations de nouvelles frontières de recherche aux interfaces des sciences et du social

Bernard Idelson et Grégoire Molinatti



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/30764>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.30764](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.30764)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2022

Pagination : 73-96

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Bernard Idelson et Grégoire Molinatti, « Depuis l'océan Indien : 30 ans d'explorations de nouvelles frontières de recherche aux interfaces des sciences et du social », *Questions de communication* [En ligne], 42 | 2022, mis en ligne le 01 février 2023, consulté le 18 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/30764> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.30764>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

BERNARD IDELSON

bernard.idelson@univ-reunion.fr

Université de La Réunion, LCF, F-97490 Saint-Denis, La Réunion, France

GRÉGOIRE MOLINATTI

Université de La Réunion, LCF, F-97490 Saint-Denis, La Réunion, France

gregoire.molinatti@univ-reunion.fr

DEPUIS L'OCÉAN INDIEN : 30 ANS D'EXPLORATIONS DE NOUVELLES FRONTIÈRES DE RECHERCHE AUX INTERFACES DES SCIENCES ET DU SOCIAL

Résumé. – L'article propose d'observer les déplacements de frontières symboliques et matérielles à partir d'explorations scientifiques opérées par des chercheurs en littérature et en sciences humaines et sociales depuis l'université de La Réunion. Mobilisant le concept d'objet frontière, nous questionnons la circulation des discours sociaux se rapportant à ces explorations. L'enquête repose sur une recension bibliographique des productions confrontée à des entretiens avec des chercheurs. Elle introduit une réflexion épistémologique sur l'émergence de la notion de *Indianocéanie* et sur certaines de ses médiations. Les travaux des chercheurs, productions « situées », et souvent circonscrites à des espaces insulaires dans le sud-ouest de l'océan Indien, revisitent, voire bousculent à la marge, des paradigmes théoriques européenocentrés. Ces travaux traduisent les interactions entre les sphères académiques de recherche et les sphères institutionnelles et politiques, que nous analysons en particulier à travers les cartographies qu'elles produisent.

Mots clés. – explorations scientifiques, médiations, océan Indien, université de La Réunion, *Indianocéanie*, objet frontière

Nous nous intéressons aux explorations scientifiques qui accompagnent le développement d'une partie des travaux en littérature et en sciences humaines et sociales (SHS) au sein d'un « jeune » établissement : l'université de La Réunion (UR). Depuis une trentaine d'années, les chercheurs construisent et légitiment leurs objets de recherche en explorant de nouvelles frontières à la fois matérielles et intellectuelles. Des problématiques se redéfinissent ainsi à partir d'un travail exploratoire de « terrains » situés dans l'océan Indien.

Il s'agit d'historiciser puis d'interroger la circulation sociale des discours à propos d'explorations scientifiques qui participent à la construction d'un espace symbolique, politique et économique. Notre démarche s'inscrit dans une tradition déjà ancienne qui étudie les discours et les pratiques communicationnelles des chercheurs en les considérant comme des opérateurs d'analyse des sciences en société (Le Marec, 2010 ; Quet, 2014). En portant une attention particulière à la réflexivité de ces acteurs, ce positionnement vise à rendre compte des rapports de pouvoirs au sein des sciences comme au niveau de leurs interfaces avec le social. Pas à pas, et, pourrions-nous dire, empirie après empirie, nous avons cherché à comprendre comment les chercheurs en poste à l'UR ont produit, depuis sa création, des travaux interrogeant les modèles théoriques, considérés parfois comme européen ou ethnocentrés. Nous questionnons aussi comment cette volonté exploratoire de légitimation d'objets indianocéaniques peut se transformer en contrainte de légitimité, voire en assignation à un territoire de recherche.

La contribution vise à interroger les discours, les pratiques et les productions scientifiques qui s'élaborent « depuis » un lieu académique dont l'institutionnalisation est récente. Nous nous demandons aussi dans quelle mesure la définition des limites du territoire, question posée en géographie humaine (Hubert, 1993), est susceptible de « contenir » le projet scientifique. Plus spécifiquement, nous mobilisons le concept d'objet frontière introduit par les ethnologues du travail scientifique Susan L. Star et James R. Griesemer (1989). Il désigne des artefacts (classifications, cartes, dessins...) permettant de caractériser les mécanismes de coordination entre des acteurs relevant de mondes sociaux différents. Depuis, sa mobilisation dans une diversité de champs disciplinaires, à la faveur du *material turn* des *sciences studies*, a permis de développer une épistémologie des SHS en mettant l'accent sur les propriétés (flexibilité interprétative, matérialité des « *trading zones* ») des objets frontières ou intermédiaires (Galison, 1997, 1999). Ces derniers sont définis comme des matérialités qui véhiculent tout à la fois des infrastructures et des modèles de connaissance (Trompette et Vinck, 2009 ; Vinck, 2009). Dans cette perspective, nous focaliserons notre analyse sur les enjeux socio-épistémologiques des cartographies produites, mobilisées, mises en circulation sur et depuis l'océan Indien.

Parce que nous nous intéressons à la production et à la circulation sociale de savoirs en contexte, auxquelles nous avons en partie contribué, nous mobilisons également le concept de savoirs situés, au sens que lui donne Donna Haraway (1988). Cette dernière adresse au programme fort de la sociologie des

sciences une critique : celle d'envisager la question de l'objectivité et de la vérité scientifique essentiellement sous l'angle de sa construction rhétorique, langagière, sans y inclure le corps, l'expérience subjective (« *Our embodied accounts of the truth* » ; *ibid.* : 578). Tout en dénonçant les écueils du relativisme et du scientisme, D. Haraway argumente pour une « *embodied objectivity* », pour une épistémologie située, locale, articulée à une forme d'engagement politique (féministe dans son cas, « *only partial perspective promise objective vision* » précise-t-elle ; *ibid.* : 583). D. Haraway utilise la métaphore de la vision, qu'elle soit biologique ou médiée technologiquement, pour démontrer que toute image est ainsi située, selon un point de vue, ce qui est évidemment le cas des représentations cartographiques qui retiendront ici notre attention.

D'une part, nous avons envisagé une historicisation des projets et des terrains de recherche que nous considérons comme des marqueurs de l'exploration scientifique. Nous avons tenté d'en dégager les dynamiques d'institutionnalisation, à la fois cognitives et sociales (Palermi et Polity, 2002). D'autre part, nous avons souhaité que cette cartographie historique des frontières de recherche, telle que construite par les terrains successifs, puisse être discutée avec des scientifiques qui participent ou ont participé à ces explorations. Des entretiens ont ainsi été conduits avec des chercheurs afin de les interroger sur les rapports de pouvoir et de (dé)légitimation en jeu, de même que sur les circulations sociales et culturelles de leurs recherches.

In fine, nous proposons d'expliciter, à travers les objets frontières que sont les cartographies, les coordinations entre différents acteurs (universitaires, collectivités territoriales, organisations intergouvernementales notamment) autour de modèles de connaissances eux-mêmes en construction.

Une enquête qui articule recension bibliométrique et approches réflexives

Notre enquête a été conduite auprès de trois unités de recherche de l'UR regroupant près d'une centaine de chercheurs et doctorants. Le « Laboratoire de recherche sur les espaces créoles et francophones » (LCF) et l'unité de recherche « Océan Indien : espaces et sociétés » (OIES) relèvent du domaine des SHS ; la troisième unité, « Déplacements, identités, regards, écritures » (Dire), s'inscrit dans le domaine des arts, langues et littérature. Le LCF accueille des travaux pluridisciplinaires (littérature, linguistique, anthropologie, sciences de l'information et de la communication). L'unité OIES regroupe deux équipes, l'une de géographes, l'autre d'historiens. Enfin, l'unité Dire réunit aussi des chercheurs

de plusieurs disciplines : langues et littérature essentiellement, ainsi que de sociologie et d'anthropologie¹.

Une première approche quantitative a été effectuée. Elle a permis de recenser la production scientifique des trois unités de recherche concernées. À partir de l'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, nous avons sélectionné l'ensemble des documents référencés, articles, manifestations scientifiques, publiés ou non dans des revues à comité de lecture. Bien que les chercheurs conservent la possibilité de référencer ou non leur espace de dépôt HAL, nous retenons ce que les chercheurs et leur institution choisissent de rendre visible de leurs travaux pour une circulation dans l'espace public². Sur la période 1988-2021 (mais de manière plus exhaustive pour les années 1995 à 2020), l'archive comptabilise au total 2 251 références. En nous attachant aux terrains/espaces de recherche empiriques, et parfois symboliques comme en littérature par exemple, auxquels renvoient ces références, nous avons été en mesure d'en « coder » 1 547. Près d'un tiers des références n'ont donc pas été codées, soit parce qu'il s'agissait de simples notices, soit parce que nous avons rencontré des doublons dans l'archive, soit parce que les travaux concernés ne faisaient pas référence explicitement à un espace situé. Bien que nous n'ayons pas rencontré de grandes difficultés dans l'établissement des catégories de codage, ces limites de l'approche bibliométrique invitent à n'en retenir que les traits particulièrement saillants.

Ensuite, nous avons mené des entretiens individuels et collectifs, en présentiel dans les locaux des laboratoires, ou par visioconférence, avec cinq collègues. Un autre collègue a répondu à nos questions par courriel. Les chercheurs qui ont accepté de répondre à notre sollicitation sont ou ont été en poste à l'UR depuis au moins une quinzaine d'années. Ils ont été interrogés sur leur contribution personnelle à l'exploration de nouvelles frontières au sein de leur discipline et de leur équipe de recherche, comme sur la socio-épistémologie de ces dernières, envisagées depuis l'UR. Les entretiens (d'une durée moyenne de 2 heures) ont également permis d'aborder plus spécifiquement les dynamiques de construction des « espaces » de recherche. Ont ainsi été abordés les concepts ou notions qui ont pu structurer ces espaces en lien avec le contexte social et politique, au premier rang desquels *l'Indianocéanie*. Nous leur avons demandé d'évoquer les médiations qui les avaient marqués autour de ces éventuels déplacements de frontières symboliques et matérielles, et comment ces médiations, les cartographies en particulier, pouvaient faire sens socialement. Enfin, nous avons confronté les scientifiques rencontrés aux principales conclusions tirées de l'analyse des données bibliométriques.

1 Accès aux sites Web des centres de recherche : <https://lcf.univ-reunion.fr> ; <https://oies.univ-reunion.fr> ; <https://dire.univ-reunion.fr> (consultés le 5 sept. 2022).

2 Une politique volontariste de visibilité des travaux de recherche a été mise en place à l'UR (formations, accompagnement personnalisé au référencement et au dépôt sur HAL-Réunion, signalement en masse des références bibliographiques) et permet de considérer que l'archive HAL, sans être nécessairement exhaustive, est relativement robuste du point de vue des référencements par auteur. Accès : <https://bu.univ-reunion.fr/services/accompagner-la-recherche> (consulté le 5 sept. 2022).

Cartographie des terrains de recherche

L'insularité comme frontière : une (auto)assignation à résidence ?

Durant les vingt-cinq dernières années, les travaux scientifiques en SHS et en lettres à l'UR ont comme terrain principal La Réunion. Près des deux tiers des productions (figure 1) se réfèrent en effet à cet espace insulaire qui constitue donc en lui-même une frontière, laquelle n'est déplacée que de manière marginale. Ce tropisme traduit sur le plan symbolique un horizon intellectuel centré sur la spécificité du local et affirme une identité de recherche, sans doute caractéristique d'une jeune université domienne, éloignée de la métropole. Il vient également rappeler qu'explorer d'autres terrains suppose de *sauter la mer* (en créole réunionnais : traverser l'océan) avec un coût financier qui ne peut être négligé. Ce que nous pourrions qualifier d'assignation à résidence, d'exploration centrée sur le territoire insulaire, résulte de la constitution récente du territoire comme objet de recherche, des logiques sociales, politiques institutionnelles qui président à cette construction. Mais cette recherche circonscrite apparaît aussi comme étant liée aux contraintes matérielles qui pèsent sur les explorations scientifiques.

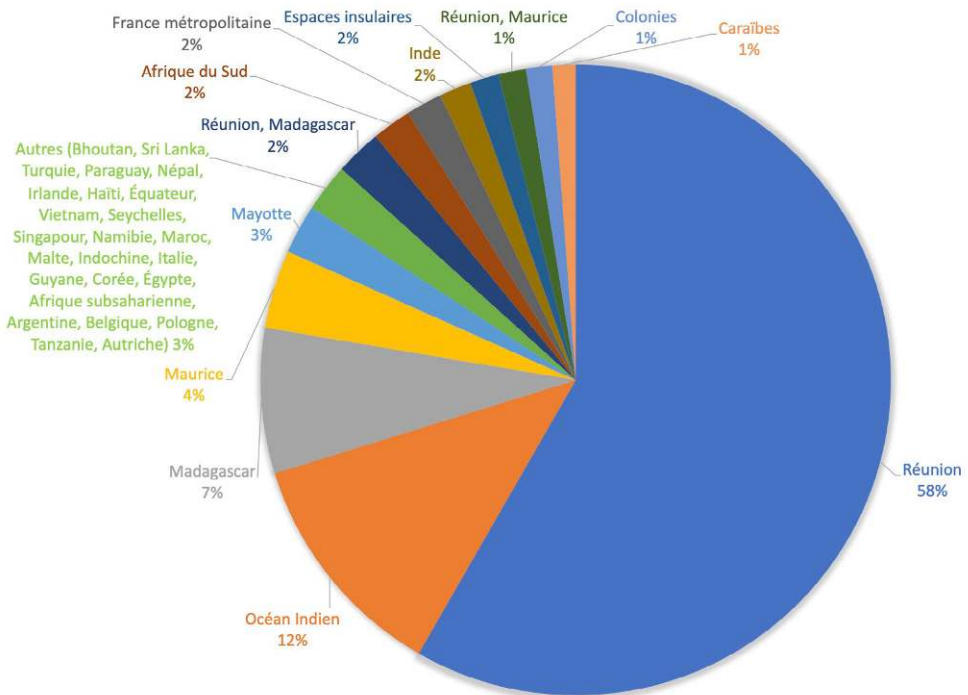


Figure 1. Cartographie des principaux terrains de recherche en SHS à l'UR (Dire, LCF, OIES) sur la période 1988-2021.

C'est ensuite un regroupement de terrains, que nous avons codé sous le vocable « Océan Indien », qui est le plus investigué. Il s'agit de terrains tantôt qualifiés comme tels dans les productions scientifiques, tantôt de « sud-ouest de l'océan Indien », d'« océan Indien occidental », de « Mascareignes », d'« îles de l'océan Indien », d'« îles du sud-ouest de l'océan Indien » ou encore, et le plus souvent depuis une quinzaine d'années, d'*Indianocéanie*. Ces logiques de regroupement de terrains de recherche, et ce qu'elles disent des explorations scientifiques, feront l'objet d'une discussion particulière en fin d'article.

La répartition des principaux autres terrains de recherche (Madagascar, Maurice, Mayotte, puis Inde et Afrique du Sud) traduit une logique d'exploration centrifuge, comme investigation du proche géographique plus que du proche politique ou sociohistorique (espaces insulaires, anciennes colonies, suds). On observe aussi une grande diversité de terrains très minoritaires, plus d'une vingtaine ne regroupant que 3 % des productions totales. Comme l'a avancé l'un des chercheurs rencontrés en entretien, cet « émiettement » des terrains résulte des caractéristiques structurelles de l'institution, une université « périphérique³ », isolée d'autres centres de recherche, avec des équipes aux effectifs faibles, lesquelles déterminent aussi les logiques d'exploration scientifique en survalorisant les spécialités individuelles.

Comparatisme et dynamique d'émergence de nouveaux terrains de recherche

Par ordre d'importance quantitative, La Réunion est comparée à Maurice et aux Mascareignes plus largement (Maurice, Rodrigues, Seychelles : 26 % des comparaisons), à Madagascar (26 %), aux îles des Caraïbes (Guadeloupe et Martinique essentiellement, 11 %), à l'archipel des Comores, Mayotte incluse (11 %). Les comparaisons avec le territoire métropolitain sont minoritaires (elles ne représentent que 9 % du total). Elles reposent sur le caractère d'insularité à la fois comme spécificité géophysique, sociohistorique, culturelle. L'observation de la dynamique temporelle révèle que les productions scientifiques basées sur le comparatisme insulaire (de La Réunion avec Maurice et Madagascar essentiellement) ont plus que doublé sur la période 2008-2013, en particulier avec des publications regroupant des travaux sur l'*Indianocéanie*.

Durant les quinze dernières années de recherche à l'UR, l'exploration de terrains situés aux marges continentales de l'océan Indien émerge. Que ce soit selon

3 L'Union européenne utilise le terme de « région ultrapériphérique » pour désigner les territoires très éloignés, situés en dehors du continent européen. Le positionnement géographique de l'UR, établissement français « unique » dans l'océan Indien, sur l'axe Afrique-Asie, est rappelé régulièrement par ses différentes présidences lors des demandes de moyens sollicités auprès du ministère de tutelle. Accès : <https://www.univ-reunion.fr/luniversite/bilans-de-la-mandature-2016-20> (consulté le 5 sept. 2022).

une perspective monographique, ou de manière marginale dans une visée comparativiste avec La Réunion, les terrains sud-est africains (Mozambique, Afrique du Sud) et ceux d'Inde continentale participent du déplacement des frontières de recherche. Si la logique d'exploration centrifuge du plus ou moins proche géographiquement demeure une constante, elle semble s'émanciper, à la marge, du caractère d'insularité. Ce dernier reste un déterminant très fort des explorations de recherches menées depuis La Réunion.

L'agrégation des données bibliométriques issues de trois laboratoires de lettres et de SHS ne saurait gommer les spécificités disciplinaires. Nous n'avons voulu présenter ici que les grandes tendances observées dans les explorations scientifiques et leurs dynamiques : assignation à résidence, logique exploratoire centrifuge du proche au lointain, perspectives à visée comparativiste autour de l'insularité, attention portée aux marges continentales de l'océan Indien. En complément de cette approche quantitative, il a semblé pertinent d'interroger la façon dont des chercheurs ont vécu leurs explorations.

Explorations disciplinaires : points de vue singuliers

Les chercheurs qui ont accepté d'être interrogés font ressortir, avec des points de vue individuels, des logiques disciplinaires propres, dans leur relation à l'environnement régional, au sein d'unités de recherche pluridisciplinaires. Nous appartenons nous-mêmes à l'une de ces unités de recherche (LCF⁴). Cela signifie que nous y sommes « attachés », dans les différentes acceptations du terme : rattachement institutionnel, implication personnelle, participation active. Nous sommes inclus dans le périmètre délimité par ces mêmes frontières de recherche que nous questionnons. Nous évaluons ainsi notre propre expérience. Cette notion d'attachement a déjà fait l'objet de multiples réflexions en SHS : qu'est-ce qui nous relie à notre recherche, qu'est-ce qui la détermine (Latour, 2000) ? Il y a déjà fort longtemps, Edgar Morin (1970 : 12) évoquait « les chemins de l'objectivité [qui] passent par la reconnaissance et l'aveu de la subjectivité de l'auteur », ce qui n'est pas sans rappeler l'approche de D. Haraway. Mais rejoignant Antoine Hennion (2010), nous considérons que ces liens avec notre objet sont à assumer et que, somme toute, ils s'intègrent dans le processus de socialisation des chercheurs que nous analysons, puisque c'est surtout la production d'un groupe social qui mobilise notre analyse. Dans ce processus (conduite des entretiens, transcriptions, interprétation et rédaction), nous n'avons cessé de confronter nos points de vue individuels ; ce qui a permis non pas d'atteindre une distanciation ou un détachement illusoire, mais peut-être de prendre conscience d'une certaine heuristique de notre engagement.

4 L'affection à La Réunion de l'un des deux auteurs de cet article est toutefois récente.

Du paradigme insulaire monographique à une exploration des marges africaines : déplacements d'une géographie régionale

Pour les géographes de l'UR interrogés (désignés E1 et E2), le champ disciplinaire s'est structuré dès le XIX^e siècle et jusqu'aux années 1960 autour d'une « géographie universelle » procédant de monographies régionales. E1, qui a consacré une partie de ses travaux de recherche à l'épistémologie historique de la géographie de l'océan Indien, a ainsi effectué la recension de ces monographies pionnières consacrées aux « îles africaines orientales » (par Gustave Doré Malte-Brun en 1817), aux « îles et archipels de la mer de Madagascar » (de Marie-Armand d'Avezac en 1847) ainsi qu'aux « îles de l'océan Indien » (d'Élisée Reclus en 1889).

Concernant plus spécifiquement le terrain réunionnais, la thèse de Jean Defos du Rau (*L'île de La Réunion. Étude de géographie humaine*), publiée en 1960 avec le soutien financier du Conseil général et d'un industriel sucrier, fait figure de référence en géographie régionale. Ce travail s'inscrit lui aussi dans une série monographique, mais la thèse est plus spécifiquement dédiée aux espaces coloniaux, portée en particulier par l'Institut de géographie de Bordeaux et son école tropicaliste interdisciplinaire. Seuls les travaux sur Madagascar restent, à cette période, la « chasse gardée » des géographes « parisiens » (E1). L'école de géographie coloniale de l'Université de Bordeaux va produire par la suite d'autres recherches qui proposent des regroupements d'espaces insulaires (avec en 1977 la thèse de Jean-François Dupon sur les Mascareignes et les Seychelles). Il s'en dégage des perspectives comparatistes (entre La Réunion et Maurice, par exemple, pour la thèse de Daniel Lefèvre en 1986), qui se réclament d'une approche régionale mais, selon E1, en reprenant les débats de l'époque, sans vraiment rompre avec une tradition monographique. Pour E1, il s'agit d'inscrire cette entreprise d'explorations monographiques des départements d'outre-mer et des espaces insulaires dans un contexte historique et politique de décolonisation duquel participent les institutions scientifiques (CNRS [Centre national de la recherche scientifique], Orstom [Office de la recherche scientifique et technique outre-mer]), ces territoires ayant été fort peu investigués, à l'inverse des régions métropolitaines.

Ce n'est qu'à partir des années 2000 que le paradigme insulaire d'études géographiques propres à l'océan Indien va s'ouvrir à ses contours continentaux, particulièrement à celui du sud-est de l'Afrique. Soutenue par la Région Réunion autour de problématiques d'aménagement, d'échanges, de mobilités, de médiation patrimoniale, l'exploration scientifique prend pour terrains l'Afrique du Sud, puis le Mozambique et la Tanzanie. Si les recherches restent « focalisées » sur les Mascareignes (La Réunion, Maurice, Rodrigues, Seychelles), certains scientifiques, parmi les premiers formés à l'UR, s'inscrivent ainsi « à la marge » en allant enquêter « avec envie » sur des « terrains africains » pour « découvrir de

nouveaux espaces » (E2). Au-delà des dimensions scientifiques monographiques, économiques et politiques, la logique exploratoire intègre aussi des dimensions biographiques. Les déplacements de chercheurs façonnent en quelque sorte la production des connaissances (Spivak L'Hoste et Hubert, 2012).

En histoire, émergence d'un nouveau champ : l'océan Indien ancien

En histoire, pour les périodes modernes et contemporaines, les terrains indo-océaniques, en lien avec les autres continents (Europe/Afrique/Amérique/Asie), sont explorés dès les premiers travaux universitaires dans la zone, à partir du travail des archivistes et autour des études, initiées par Hubert Gerbeau, sur l'esclavage (la compagnie des Indes et les traites négrières, thématiques qui deviendront centrales à l'UR à partir de la décennie 1980⁵). Autour de ces objets, l'institutionnalisation des recherches indo-océaniques s'effectue dès le début des années 1960 (Combeau, 2019). La création de l'Association historique internationale de l'océan Indien, à la même période, dont l'instigateur est l'archiviste mauricien Auguste Toussaint, va être à l'origine d'une communauté de chercheurs de la zone, producteurs d'une bibliographie abondante.

Mais l'institutionnalisation de l'histoire de périodes plus anciennes de l'océan Indien apparaît plus marginale. L'itinéraire d'un historien (E3) de formation médiéviste, interrogé dans notre enquête, en témoigne. Ce dernier s'intéresse notamment à l'apparition et aux représentations, souvent peu connues et mal interprétées, de cet espace du sud-ouest de l'océan Indien dans les mappemondes et les textes arabo-persans antérieurs au ^{xvi}^e siècle. Ainsi l'élargissement de l'horizon épistémologique des frontières symboliques de ce champ disciplinaire plutôt européenocentré se heurte-t-il à plusieurs réticences académiques. La légitimité de ce « déplacement » n'a pu être acquise que progressivement :

« C'est seulement lorsque j'ai soutenu ma thèse, qui portait sur l'Italie médiévale, que j'ai pu me consacrer à l'Antiquité et à la période médiévale de l'océan Indien. Pour beaucoup, le Moyen Âge ne concerne que l'Europe et la France. C'est pour cette raison que je préfère parler de l'océan Indien ancien. Car l'histoire médiévale de l'océan Indien a longtemps été ignorée de la discipline, l'argument employé étant que cet objet relevait davantage des anthropologues, des archéologues, des géographes ou de ceux qui maîtrisaient la langue swali ou des langues rares. » (E3, entretien avec les auteurs, Saint-Denis de La Réunion, 06/09/2021)

La reconnaissance de l'intérêt d'appréhender les périodes antérieures dépend donc de logiques biographiques et institutionnelles. L'action d'un enseignant-chercheur qui s'efforce de légitimer des objets de recherche et d'enseignement

5 C. Wanquet a soutenu sa thèse d'État intitulée *Histoire d'une Révolution. La Réunion (1789-1803)* en 1978, à l'université d'Aix-Marseille. Des historiens en poste à La Réunion inscrivent également leurs travaux dans l'histoire locale durant la période moderne et contemporaine : P. Ève, S. Fuma (esclavage à La Réunion), J.-F. Géraud (industrie sucrière).

en histoire ancienne ou médiévale (des cours sur l'Amérique médiévale, l'Afrique médiévale et l'Asie médiévale complètent désormais ceux sur l'Europe médiévale dès la licence) peut aussi se heurter à des contradictions entre demande politique et demande sociale :

« Il arrive parfois que des étudiants refusent catégoriquement de travailler sur du local ; je peux bien sûr encadrer des travaux sur l'Italie médiévale, ce qui peut rendre plus difficile, pour la suite des études, des financements de la Région Réunion plus orientés vers la zone océan Indien. Cette délégitimation peut également concerner la période moderne ou contemporaine : les grands sujets européens s'imposant parfois face à ce que d'aucuns considèrent être du localisme. » (*ibid.*)

Si elle reste encore fragile, cette double exploration spatiale et temporelle d'un océan Indien « ancien », qui n'est pas encore fréquenté par des flux importants de navires européens s'y rendant à partir du XVI^e siècle, donne à voir un espace maritime révélant des représentations hétérogènes. La recherche de documents, textes, mappemondes en provenance du monde musulman, de l'Occident et de la Chine, de la période allant du VIII^e au XV^e siècle, permet alors de dévoiler d'autres rapports au monde. Ce déplacement épistémologique a donc été étayé par un solide argument : « L'intérêt des périodes anciennes est manifeste : seul cet océan [Indien] a joué dès les premiers temps de l'histoire humaine le rôle d'interface entre les premières sociétés organisées » (Bouchet, 2019 : 11).

On constate que la thématique de « l'océan Indien ancien » figure désormais dans les manifestations scientifiques (à partir de 2014 lors de la semaine annuelle indianocéanique de l'histoire, ou dans les colloques de l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien par exemple). De plus, comme le souligne également notre interlocuteur (E3), la valorisation de la recherche sur cette période antérieure au XVI^e siècle induit de nouvelles collaborations scientifiques avec des historiens du monde arabe venus de toute l'Europe ainsi que, par l'intermédiaire des instituts Confucius, de Chine (les historiens chinois ayant produit de nombreux textes notamment sur la période des échanges dans l'océan Indien sous la dynastie Tang [618-907]).

Du point de vue scientifique, comme du point de vue politique, ce décentrement de période ouvre des perspectives jusqu'alors dominées par une focalisation quasi exclusive sur l'histoire coloniale et postcoloniale : « On sort un peu de l'esclavage » (E3). Mais si la légitimité de la thématique de l'« océan Indien ancien » s'est construite progressivement au sein de la communauté des historiens, il n'en a pas été toujours de même dans le champ politique local où le chercheur interrogé a pu rencontrer des « réactions négatives ».

L'espace-temps comme principe exploratoire en littérature

Alors que les géographes déplacent des frontières physiques, que les historiens repoussent des frontières temporelles, c'est une tout autre

perspective d'exploration qu'invite à considérer le chercheur en littérature (E4) interrogé. Son approche des textes littéraires relève d'une épistémologie du « déplacement » visant à rompre avec l'invisibilisation de l'océan. Ce dernier est considéré dans sa capacité à construire des itinéraires, « à transformer les vivants, les morts, les objets, les textes ». À rebours d'une épistémologie embrassant la cartographie européenne établie à partir de points fixes (continents, îles) et de leurs distances physiques, son déplacement de frontières centré sur « l'itinéraire » vise à considérer, à l'aune du temps, les distances qu'il faut pour les parcourir (Marimoutou, 2002). Il s'agit alors de considérer dans l'analyse des textes littéraires des espaces-temps qui n'ont rien d'immuables. Une modification dans le régime des moussons suffit à les bouleverser.

Ce changement de paradigme opère un double mouvement au sein du champ des études littéraires. Il s'agit d'envisager la littérature réunionnaise comme une littérature à part entière, légitime, distincte de la littérature française. La littérature de l'océan Indien n'est plus alors considérée comme un « surplus », un « folklore », un « exotisme particulier », une déclinaison « régionale » de la littérature française comme cela a été travaillé par des chercheurs se focalisant sur les écrivains originaires de La Réunion. Valérie Magdelaine-Andrianjafitrimo (2009 : 39) prolonge cette analyse en questionnant la place que certains « travaux occidentaux » accordent à la littérature des espaces excentrés de l'outre-mer français. Selon elle, cette réduction des littératures issues des départements et régions d'outre-mer (DROM) français à des « objets épistémiques » créés de toutes pièces isolerait la littérature réunionnaise de ses voisines de la zone océan Indien et en particulier de l'île Maurice. Ainsi voit-on à la fois se créer des situations de regroupements arbitraires entre DOM et se creuser de profondes césures entre des littératures qu'il serait fécond de comparer davantage.

L'exploration à l'aune du déplacement permet d'interroger dans la littérature l'articulation entre l'oral et l'écrit, le réel et l'imaginaire autant que la circulation des textes, des discours et des genres dans l'océan Indien. Cette logique exploratoire remet en question un point de vue doxique européen centré en proposant un polyréférencement pour approcher les productions littéraires. En inversant les pôles de référence, la France hexagonale apparaît ainsi prise dans la construction d'itinéraires depuis l'océan Indien.

La perspective post/décoloniale est évidente dans la dynamique exploratoire de ces chercheurs. Elle se distingue cependant du paradigme « Atlantique » ou « Caraïbes » des études littéraires polarisées, selon E4, par une situation sociohistorique qui renvoie à la question des origines, lesquelles font l'objet, dans l'océan Indien, de négociations permanentes. Quoi qu'il en soit, l'exploration scientifique revêt ici une dimension politique évidente.

En sciences du langage : explorations sociohistoriques des langues de contact aux prises avec les usages politiques du créole réunionnais

Pour le chercheur en sciences du langage que nous avons interrogé (E5), les productions sur le créole réunionnais, puis sur les créoles mauricien et seychellois, considérés comme langues de contact à base française, ont connu un moment exploratoire fondamental avec les travaux pionniers de Robert Chaudenson (1972). La spécificité sociohistorique de son approche permet, selon notre interlocuteur, d'introduire une dimension comparatiste, spatiale et temporelle, nécessaire pour saisir la phylogénie de ces langues nées du contact de populations hétérogènes. Un tel déplacement de frontière va permettre ainsi de distinguer des langues de contact dites endogènes (par exemple les pidgins d'Australie ou de Nouvelle-Guinée) propres aux populations autochtones dominées socio-économiquement et des langues de contact exogènes nées de la « déportation » de populations dans des espaces jusqu'alors inhabités, comme pour le créole réunionnais.

À cette exploration fondée sur le comparatisme sociohistorique, notre collègue ajoute une autre exploration qu'il juge nécessaire dans l'approche scientifique des langues de contact : la prise en compte des dimensions psycholinguistiques trop souvent négligées. Reste que les créoles de La Réunion, de Maurice, de Rodrigues, des Seychelles présentent une « cohérence » linguistique en lien avec une histoire commune qui en font, malgré les variations, en particulier sur le plan lexical, des langues de contact avec des « substrats quasi inexistantes » sur le plan de la syntaxe et donc à base de français.

Cette analyse se heurte alors à « une certaine idéologie qui aimerait que toutes les langues de contact soient des langues métissées, alors on voit du substrat partout, on le voit même quand il n'y est pas ». Le déplacement de frontière évoqué, à l'intérieur du champ linguistique, comme forme de dépassement du « linguistiquement correct » se confronte aussi au « politiquement correct » quant aux discours sur la langue dans l'espace public. Car les langues sont des objets éminemment politiques et en particulier le créole en contexte postcolonial. Notre interlocuteur relève l'identité opérée par le politique entre créolisation et métissage, comme forme d'obstacle épistémologique (Bachelard, 1938), qui se pose au linguiste étudiant les créoles du sud-ouest de l'océan Indien. Il commente ainsi ces glissements de sens qui peuvent vider de leur substance un concept scientifique tel que celui de créolisation : « Si on appelle créolisation toute situation de mélange, alors toutes les langues du monde sont pratiquement des créoles ».

Ce chercheur évoque une conférence à La Réunion sur les origines du créole réunionnais : « Quand on explique que ça vient du français, les gens sont déçus [...], vous êtes mal vu ». Une auditrice était même « au bord des larmes », par rapport

à la remise en cause d'un discours commun, parfois militant, qui considère le créole comme une langue de distinction vis-à-vis de celle du colonisateur. La question est certes politique mais revêt donc aussi une « dimension affective très forte⁶ ».

Exploration des espaces indo-océaniques en sciences de l'information et de la communication (SIC) : mettre à l'épreuve des concepts

Appartenant à cette discipline, les deux auteurs de l'article se positionnent dans la continuité des recherches en SIC menées à l'UR. Dans ce processus régional d'institutionnalisation des SIC, les différentes productions sont essentiellement composées d'observations de terrains indo-océaniques, à partir de déclinaisons propres de concepts plus génériques (par exemple, celui de communautés interprétatives périphériques [Idelson et Magdelaine-Andrianjafitrimo, 2012]), approches théoriques parfois discutées, voire revisitées. Ainsi, pour cette discipline, on ne peut à proprement parler de circulation sociale de la notion d'*Indianocéanie*, toutefois une discussion d'ordre épistémologique à propos de l'adaptabilité des concepts irrigue l'ensemble de ces travaux situés.

La filière SIC s'implante et se développe à l'UR à partir de la décennie 1990. Elle résulte de facteurs institutionnels et d'une demande sociale liée au développement des technologies de l'information et du secteur tertiaire dans l'île. Le souhait de formations diplômantes émane des professionnels de la communication de La Réunion. Les premières recherches se réclament de l'imaginaire du « laboratoire social », circonscrit par l'insularité et une forme de déterminisme technologique autour d'un territoire nouvellement connecté.

C'est dans cette perspective que le concept canonique d'espace public est questionné par le fondateur de la filière SIC, Jacky Simonin (Idelson et Noël-Cadet, 2009). Les chercheurs de l'UR considèrent comme nécessaire de revisiter l'approche habermassienne pour analyser une société créole où les relations sociales sont socio-historiquement régies par de l'interconnaissance privée (Simonin et Watin, 1992). Un programme fédérateur est ensuite bâti depuis La Réunion, avec l'appui de chercheurs exerçant dans des universités métropolitaines et québécoises. Il analyse la médiatisation du voyage du pape Jean-Paul II à Maurice, Rodrigues, La Réunion et Madagascar, en 1989 (Simonin, 2002). La recherche épouse une approche constructiviste de l'événement (Verón, 1981 ; Barthélémy, 1992), ainsi que sa dimension « cérémonielle » (Dayan et Katz, 1996). Les travaux sur la médiatisation de la visite papale aboutissent à de nouvelles catégories d'analyse en rendant pertinentes des notions telles que « ethnogénéricité et communautés périphériques de réception ». Des discours informationnels sont ainsi analysés en

⁶ Les travaux en créolistique, explorant les langues de l'océan Indien, ont été fondateurs du centre de recherche LCF (voir J.-P. Watbled [2021]).

production et en réception dans différents contextes de territoires insulaires indo-océaniques, ainsi que dans leurs relations sociohistoriques avec un centre européen autrefois puissance coloniale. Les travaux initiés en 1995 à propos des médias des îles du sud-ouest de l'océan Indien, situés aux Comores, à Mayotte, à Madagascar, à Maurice, à La Réunion et aux Seychelles, rendent fécondes de nouvelles propositions conceptuelles. Les chercheurs s'intéressent à la manière dont des groupes sociaux produisent et reçoivent collectivement des genres informationnels. La notion de « communauté interprétative », empruntée à l'analyse littéraire, est réinvestie dans le champ des *media studies* pour s'intéresser aux différents publics des îles indo-océaniques (Simonin, 2008 : 46). Il s'agit alors d'insister sur le lieu « d'où on parle », c'est-à-dire d'où la recherche géographiquement située est produite (*ibid.* : 37).

De même, les études sur le journalisme effectuées depuis le terrain réunionnais conduisent à revisiter les catégories : que peut bien signifier le vocable de « presse locale ou régionale » à l'échelle d'un territoire dans lequel l'information est traitée comme celle d'un « petit pays » (Idelson et Lauret, 2020) ? Comment aborder le thème de la production et de la diffusion de l'information numérique à des échelles à la fois micro-territoriales et extraterritoriales en prenant en compte les communautés de réception diasporiques ? Parallèlement, des travaux s'intéressant aux différentes « figures du journalisme » (Simonin *et al.*, 2008) permettent d'établir un lien entre trajectoires individuelles d'acteurs-producteurs d'informations et contextes d'exercice, ce qui aboutit à la proposition de cadrage « sociobiographique » (Idelson, 2014) de l'analyse des discours et des pratiques des journalistes indo-océaniques. La construction, car cela en reste une, du terrain *indianocéanique* permet ensuite de comparer de telles figures issues d'espaces locaux, nationaux ou internationaux, d'information : Brésil, Bretagne, France métropolitaine, Mexique, Québec (Augey *et al.*, 2008).

L'Indianocéanie en explorations

Notre enquête montre comment les explorations de nouvelles frontières scientifiques menées depuis La Réunion articulent des logiques épistémiques, institutionnelles, psychosociales, biographiques, économiques et politiques. Ce qui nous invite à questionner plus avant des notions endogènes telles que l'*Indianocéanie* et à nous intéresser aux formes de médiations de cette production scientifique, en particulier les cartographies.

L'*Indianocéanie*, un néologisme géopolitique dans le champ scientifique

Quelles que soient les spécificités exploratoires disciplinaires, il apparaît qu'une désignation de regroupement de terrains de recherche s'est peu à peu imposée

au sein des lettres et des SHS à l'UR : l'*Indianocéanie*. Nous souhaitons ici interroger comment cette désignation a été construite dans le temps, ce qu'elle porte d'exploration intellectuelle ou matérielle ainsi que ses circulations sociopolitiques.

Dans le champ scientifique, la paternité du terme *Indianocéanisme* revient au poète mauricien Camille de Rauville (1910-1986) qui l'utilise lors d'une communication au congrès d'avril 1960 à Tananarive. « Sous ce néologisme, j'ai présenté ces parentés de sensibilité, de mœurs, de tendances dont les racines sont sous-jacentes à la vie de l'âme, à la communauté des peuples vivant géographiquement côte à côte ou s'amalgamant au cours de leur vie en commun : des Mascareignes, de Madagascar, les ramifications s'étendant à travers tout l'océan Indien » explique-t-il alors (cité par Yvan Combeau [2019 : 4]). D'emblée, le projet de C. de Rauville apparaît davantage comme l'horizon lyrique d'une communauté (fantasmée ?) de destin que comme un concept scientifique⁷. Y. Combeau en a retracé le parcours, en rappelant d'abord qu'il a été porté par l'Association historique internationale de l'océan Indien issue de ce congrès. C. de Rauville évoque le « cousinage » de l'*indianocéanisme* « avec le méditerranéisme, l'américanisme ou l'algérianisme » (cité par Y. Combeau [*ibid.* : 5]). Le vocable *Indianocéanie* est ainsi employé dans les années 1960 par une poignée d'historiens, sans faire toutefois l'unanimité dans les disciplines de SHS. L'expression est mobilisée au cours de la décennie 1980 avec la création du Centre de recherche indianocéanique ainsi que dans les travaux de quelques universitaires. Mais c'est surtout à partir du début des années 2000 que les termes tels que « îles du sud-ouest de l'océan Indien » ou « indo-océanisme » sont remplacés par l'*Indianocéanie* parfois décliné à la forme adjectivale (« espaces indianocéaniques »). Pour autant, les dénominations des recherches liées à cette zone géographique restent diverses : citons le Centre de recherche sur les sociétés de l'océan Indien (CRESOI) ou la fédération de recherche OSOI (Observatoire des sociétés de l'océan Indien). Le titre du colloque qui a lieu à Mahébourg (Maurice), en 2013, « L'Indianocéanie, socle et tremplin de notre devenir », révèle des partis pris épistémologiques de ses instigateurs qui circonscrivent le comparatisme, en présupposant une unité à la fois géographique, linguistique, historique et sociologique, mais aussi économique et politique puisqu'il s'agit de se projeter sur un espace commun.

Un autre colloque international tenu en 2015 est intitulé « Dire l'océan Indien » (et comprend un axe sur l'*Indianocéanie*), tandis qu'est organisé en 2018, toujours à l'UR, le colloque international « Définis-moi l'Indianocéanie ». La problématique de cette manifestation est alors orientée vers une réflexion épistémologique et aborde le questionnement, récurrent en SHS, lié à la régularité et à la singularité :

7 Il s'agit également d'une exploration mythologique, avec l'évocation par C. de Rauville de la Lémurie (cité par M. Beniamino [2002 : 90]), continent englouti sous l'océan Indien et considéré par le Réunionnais J. Hermann (1845-1924) comme le berceau oublié de l'humanité. On retrouve le thème de la Lémurie dans le roman colonial *En France* de M.-A. Leblond (pseudonyme utilisé par G. Athénas et A. Merlo, lauréats du prix Goncourt 1909). Voir aussi C. Marimoutou (2014 : 161).

« Le concept et l'espace auxquels il se réfère ouvrent de larges perspectives croisant différents champs d'investigations. Un premier colloque à Mahébourg (Maurice) en 2013, sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (COI) "L'Indianocéanie, socle et tremplin de notre devenir", constituait un premier "pas vers l'émergence d'une identité indianocéannienne forte" (J.-C. de l'Estrac, Secrétaire général de la COI⁸). Une deuxième avancée était effectuée en 2016, avec la parution de l'ouvrage collectif "*Patrimoines partagés – Traits communs en Indianocéanie*" (J.-M. Jauze – COI). Pour autant le concept demeure encore imprécis. Si les fondements historiques, culturels, politiques, environnementaux, tracent un trait d'union entre les îles du Sud-Ouest de l'océan, sont-ils, pour autant, suffisants à définir l'Indianocéanité ? » (Extrait de l'appel à communications du colloque « Définis-moi l'Indianocéanie⁹ »).

Le terme d'*Indianocéanie* s'académise depuis dans des revues, articles et manifestations scientifiques régulières. Parmi ces dernières, la « semaine de l'histoire de l'Indianocéanie » est organisée chaque année par l'Association historique internationale de l'océan Indien. L'expression poursuit son institutionnalisation, notamment lorsque l'UR lance, en 2017, les Presses universitaires indianocéaniques (PUI), « pour répondre à la demande des chercheuses et chercheurs, jeunes ou confirmé.e.s, de la zone de l'océan Indien, comme des chercheurs et chercheuses, nationaux et internationaux intéressé.e.s par cette zone¹⁰ ».

Le recours à l'*Indianocéanie* alimente en permanence la réflexion sur la réalité sociale et géographique précisément explorée par les chercheurs. Car qu'elle soit impulsée pour des raisons géopolitiques ou découlant d'une réflexion épistémologique, sa fonction – symbolique, politique, scientifique – est sans cesse interrogée et renégociée.

Sur les cartes, l'*Indianocéanie* regroupe des espaces hétérogènes que l'on peut à nouveau énumérer : elle comprend les archipels des Comores (Anjouan, Mohéli, Grande Comore, Mayotte), des Mascareignes (La Réunion, Maurice et ses dépendances, dont Rodrigues), des Seychelles ainsi que la grande île de Madagascar. Mais elle se dessine aussi en tenant compte des carrefours maritimes et culturels de civilisations aux origines arabo-persanes, indiennes, indonésiennes, africaines, et plus récemment, à partir des conquêtes navales, européennes.

8 La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe cinq États membres, trois à sa création en 1984, Madagascar, Maurice et les Seychelles, rejoints en 1986 par l'Union des Comores et la France (cette dernière agissant pour le compte de La Réunion). La COI reçoit des financements de l'Union européenne, et collabore avec d'autres organismes internationaux ou régionaux : Banque mondiale, ONU (Organisation des nations unies), Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), etc. (Idelson, 2008 : 35) ; voir également le site Web de la COI (accès : www.commissionoceanindien.org/presentation-coi [consulté le 5 sept. 2022]).

9 Accès : <https://calenda.org/421366> (consulté le 5 sept. 2022).

10 Accès : <https://pui.univ-reunion.fr/a-propos-des-pui> (consulté le 5 sept. 2022). Les deux chefs de projets des PUI, V. Magdelaine-Andrianjafitrimo (directrice) et C. Marimoutou, sont deux enseignants-chercheurs en littérature, en poste à l'UR.

L'*Indianocéanie* serait composée de plusieurs substrats linguistiques, avec la prédominance, toujours mise en avant par C. de Rauville, « d'une pensée australe francophone », dominante par rapport au créole considéré comme un « patois », ambiguïté postcoloniale relevée par le linguiste Michel Beniamino (2002). Par ailleurs, dans le champ scientifique, l'*Indianocéanie* est essentiellement mobilisée dans des travaux de langue française.

Les chercheurs interrogés se montrent parfois critiques par rapport à l'usage de cette appellation. Certains soulignent la faiblesse heuristique de l'*Indianocéanie* dans leur domaine de recherche, tout en pointant sa proximité au politique, lorsqu'elle permet d'obtenir des financements, principalement de l'Europe (FEDER-Région Réunion [Fonds européen de développement régional]) ou de la fédération de recherche OSOI. Ils évoquent un « effet de mode » et une logique fonctionnaliste qui réunit des équipes. L'un d'entre eux considère qu'il s'agit d'une « production de la COI » et établit le parallèle avec l'Union européenne, instituée pour « resserrer » économiquement ses États membres (E1). L'*Indianocéanie* serait alors un espace institutionnel et politique construit dans le rapport de force avec d'autres espaces socioéconomiques. Un autre chercheur avance l'idée d'une construction discursive : « C'est un slogan politique. Un toponyme qu'on invente qui a pour but de pouvoir donner un affichage d'unité de ces îles, de relancer cette unité. [...] Et comme un slogan, plus on va le répéter plus il va prendre forme [...], s'ancrer dans la collectivité, l'esprit public. À ce titre, il peut avoir sa légitimité et devenir peut-être une autre désignation du monde dans dix à vingt ans » (E1). Sans pour autant réfuter « l'idée du triangle austral historique unissant Madagascar, Maurice et La Réunion » (E2). Pour autant, apparaît une vision d'un « espace-temps mouvant », qui peut s'élargir à l'Afrique orientale, à l'Asie avec une ouverture sur le Pacifique (E4).

Le terme de construction revient d'une manière récurrente dans les entretiens, construction d'un territoire universitaire autour de l'*Indianocéanie* pour se prévaloir d'une « spécificité régionale » dans les projets de recherche de « l'unique université française de l'océan Indien » (E5), mais avec le risque d'une assignation à la recherche dans la zone. L'*Indianocéanie* serait alors un concept de clôture des explorations possibles. Mais il n'en serait pas moins utile. Le terme étant devenu « populaire » (E5), il permettrait de rendre plus attractive la production des chercheurs, avec, somme toute, un recours « pratique mais pas mensonger » au sens où il permettrait de faire du « comparatisme grâce à des repères géographiques, même si c'est partiel et partial ». Car « le problème des frontières géographiques se pose puisqu'elles échappent même aux géographes, comme en témoigne l'intitulé du colloque "Définis-moi l'Indianocéanie" » (E5).

Enfin, un autre chercheur a livré son sentiment par courriel, en rappelant le rôle de Paul Ottino, initiateur de nombreuses recherches en ethnologie produites à La Réunion sur ces espaces indo-océaniques, « sans que le concept d'indianocéanité ne soit sollicité ». Et d'ajouter, avec une désapprobation ironique, que « [ce concept] peut bien faire tourner les chercheurs dans les différents colloques des

îles du sud-ouest de l'océan Indien, il laisse les îles en cause, bien qu'ayant partagé les conséquences d'une même histoire, dans l'irréductibilité de leur identité ».

L'*Indianocéanie* ne serait donc guère à considérer comme un concept de science ; elle apparaît davantage comme une notion plutôt « molle » sur le plan épistémologique mais qui, du fait même de sa malléabilité, labellise en quelque sorte la dénomination d'un territoire de recherches fécondes et pluridisciplinaires. *De facto*, l'utilisation du vocable permet de baliser et sans doute de réunir (même si c'est principalement depuis La Réunion) une communauté de chercheurs élargie et une pluralité d'objets. Cette production qui est soutenue, et souvent impulsée, par des financements institutionnels est alors vulgarisée dans d'autres champs, par exemple journalistiques, selon des processus de médiation.

Cartographier l'Indianocéanie : articulation de logiques scientifiques, politiques et économiques

Entendues comme objets frontières, les cartes apparaissent comme les formes privilégiées de médiation des explorations scientifiques menées depuis l'UR¹¹. Dans les plus anciennes mappemondes occidentales, l'océan Indien est séparé de la grande mer océanique. Cette représentation témoigne de l'imaginaire des voyageurs de la période médiévale (X^e siècle). Elle laisse voir comment ils perçoivent, inventent et conceptualisent un océan Indien, en contrepoint de la Méditerranée et dissocié de la mer Rouge, en lien avec des considérations et perceptions économiques, politiques, métaphysiques et religieuses (Bouchet, 2019 : 13¹²).

Les médiations cartographiques contemporaines circulent largement dans des espaces sociaux différents : académiques, politiques, économiques. Ces cartes mobilisent les orientations épistémologiques discutées ci-avant comme des « visions » du monde régional qui traduisent des choix politiques et de développement économique. Ainsi les cartes regroupées dans la figure 2 partagent-elles un recadrage centré sur les îles du sud-ouest de l'océan Indien, comme forme d'autonomisation régionale. Elles traduisent une dynamique de ces représentations en adéquation avec la notion polymorphe et opérationnelle d'*Indianocéanie*, telle que nous l'avons analysée.

11 Les médiations des explorations scientifiques menées depuis l'UR ne se limitent pas aux représentations cartographiques. Retenons l'exemple d'un chantier muséographique marquant : la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise (MCUR). Ce projet de médiation, initialement soutenu par la Région Réunion et initié par son président de l'époque, P. Vergès, a été abandonné suite au changement de présidence en 2010. Le projet scientifique et culturel revendiquait la création d'un « musée d'idées » et de sociétés autour de la constitution d'un patrimoine matériel et immatériel, mais aussi d'« un musée vivant, qui ne fixe ni l'histoire ni la mémoire, qui demeure un lieu ouvert aux révisions et réinterprétations, qui donne à voir les processus et pratiques de créolisation » (Vergès et Marimoutou, 2007 : 181).

12 L'océan Indien apparaît sur les schémas et dessins représentant les espaces maritimes bien avant la découverte des continents américains et de l'océan Pacifique.

Depuis l’océan Indien : 30 ans d’explorations de nouvelles frontières de recherche



Cartographie symbolique, polysémique et Réunion-centrée, reproduite en couverture du bilan d’activité de l’Observatoire des sociétés de l’océan Indien.



Une présentation vidéo-cartographiée de la Commission de l’océan Indien mettant l’accent sur les îles francophones du sud-ouest de l’océan Indien, membres de l’organisation. Accès : <https://www.commissionoceanindien.org/#single/0> (0’26”) (en ligne, consulté le 5 sept. 2022).



Ci-contre, cartographie du programme Interreg de soutien à la recherche, au développement économique régional comme à la gestion des risques, la patrimonialisation naturelle et culturelle et la mobilité dans la zone. Accès : <https://regionreunion.com/sites/interreg/> (consulté le 5 sept. 2022).

Figure 2. Quelques médiations cartographiques de l’Indianocéanie, proximité des formes de médiations (source : Université de La Réunion-Observatoire des Sociétés de l’océan Indien [OSO], Commission de l’océan Indien [COI], et Région Réunion).

Par ailleurs, il n’est pas rare que ce soit en réponse à une demande sociale et politique que les scientifiques produisent des cartes autour de leurs explorations. La carte ci-dessous (figure 3) permet de discuter la construction

communicationnelle des explorations à la croisée, entre traduction et trahison, de la communication des sciences (Jacobi, 1999 ; Jurdant, 2009) et de l'inscription de ces dernières dans un espace de pouvoirs politiques et économiques (Pestre, 2010). Cette carte, produite en 2018 par les géographes du laboratoire OIES et du laboratoire de cartographie de l'UR à la demande de l'Agence française de développement, traduit la dynamique des explorations scientifiques telles que nous avons pu les décrire précédemment. On y retrouve les espaces insulaires du sud-est de l'océan Indien comme les marges est-africaines de ce dernier, ces bordures appartenant – il est intéressant de le souligner – à des pays continentaux non membres de la Commission de l'océan Indien.



Figure 3. Carte de l'Indianocéanie réalisée pour l'Agence française de développement, 2018. (source : responsable scientifique : C. Germanaz / réalisation : É. Marcadé/Université de La Réunion).

Dans les choix de médiation opérés par les chercheurs, l'espace est saisi sous ses dimensions à la fois géographiques, politiques, économiques et culturelles. L'intitulé même de la carte a fait l'objet d'un débat entre les chercheurs. Si le titre d'« Indianocéanie » a été retenu, ce fut sans doute davantage pour des raisons stratégiques que scientifiques comme le relève EI : « On est dans l'air du temps, ça va être très très bon pour notre image ». Pour autant, sa collègue souligne que, dans ces choix, les scientifiques ont négocié la demande politique :

« On a inclus Mayotte, on a fait une sorte de pied de nez au politique [...] et on est même allés jusqu'aux rivages africains, on l'a fait à notre sauce » (E2). Comme les explorations, leurs médiations entremêlent donc des logiques à la fois scientifiques, politiques, économiques, culturelles.

Conclusion

Nous avons proposé une réflexion épistémologique exemplifiée par une observation depuis l'UR sur un questionnement scientifique (dans cette livraison de *Questions de communication*) qui apparaît lui-même situé, notamment lorsqu'il se réfère à un mouvement exploratoire de déplacement de frontières, considéré à partir, voire au service, de « modèles occidentaux de sociétés ». Les formes d'investigations décentrées que nous avons évoquées ont permis de réorienter cette focale européenne ou occidentalocentrée vers un autre point géographique d'observation : le sud-ouest de l'océan Indien. Nous rejoignons David Dumoulin Kervran, Mina Kleiche-Dray et Mathieu Quet (2017) pour opérer une translation des études de sciences vers des aires postcoloniales.

En ce sens, nous avons tenté de rendre davantage visibles les recherches produites depuis cet espace, tout en soulignant la construction symbolique imaginée, voire rêvée, par certains chercheurs, de même qu'impulsée par des logiques politiques et institutionnelles. On y retrouve des formes d'explorations qui s'inscrivent dans des rapports de domination « empires coloniaux/nouvelles terres », mais d'autres mouvements circulatoires de déplacements et d'explorations d'espaces maritimes y apparaissent également. Pour autant, même si cette production se situe « en dehors des frontières communément admises » (pour reprendre les termes de l'appel à communication), elle délimite et circonscrit des territoires de recherche *indianocéanique*.

Les recherches à partir desquelles nous questionnons les déplacements de frontières émanent de territoires marqués par une période coloniale. Par conséquent, elles sont nécessairement traversées par les traces de colonialité. Pour autant, elles ne se revendiquent qu'à la marge du courant critique des études post/décoloniales. Ce constat peut être interprété comme révélateur d'une forme de dépolitisation apparente. Mais la notion d'*Indianocéanie*, qui les fédère, est étroitement liée à la sphère régionale de développement. Selon nous, les explorations scientifiques menées depuis La Réunion traduisent les ambiguïtés d'un département d'outre-mer pris en étau entre deux axes de projection politique et économique : l'un polarisé par la France et l'Union européenne, et l'autre, par les États de la zone. Dans cette mesure, on peut se demander si les déplacements de frontières scientifiques ne reproduisent pas des formes de colonialité en centralisant une recherche régionale essentiellement francophone.

Références

- Augey D., Demers F. et Tétu J.-F. (dirs), 2008, *Figures du journalisme. Brésil, Bretagne, France, La Réunion, Mexique, Québec*, Québec, Canada, Presses de l'Université Laval.
- Bachelard G., 1938, *La Formation de l'esprit scientifique*, Paris, J. Vrin.
- Barthélémy M., 1992, « Événement et espace public : l'affaire Carpentras », *Quaderni*, 18, p. 125-140. <https://doi.org/10.3406/quad.1992.975>
- Beniamino M., 2002, « 7. Camille de Rauville et l'indianocéanisme », dans K. R. Issur et V. Y. Hookoomsing (dirs), *L'Océan Indien dans les littératures francophones. Pays réels, pays rêvés, pays révélés*, Paris, Karthala, p. 85-105.
- Bouchet S., 2019, « Un océan s'impose : l'océan Indien ancien du VII^e au XV^e siècle », *Outre-Mers*, 402-403, p. 11-40.
- Chaudenson R., 1972, *Le Lexique du parler créole de La Réunion*, thèse de doctorat en linguistique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Combeau Y., 2019, « Océan Indien et Indianocéanie », *Outre-Mers*, 402-403, p. 3-10.
- Dayan D. et Katz E., 1996, *La Télévision cérémonielle. Anthropologie et histoire en direct*, Paris, Presses universitaires de France.
- Dumoulin Kervran D., Kleiche-Dray M. et Quet M., 2017, « Les STS ont-elles un Sud ? Penser les sciences dans/avec les Suds », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11 (3), p. 423-454. <https://doi.org/10.3917/rac.036.0423>
- Galison P., 1997, *Image and Logic. A Material Culture of Microphysics*, Chicago, University of Chicago Press.
- Galison P., 1999, « Trading zone. Coordinating Action and Belief », dans M. Biagioli (éd.), *The Science Studies Reader*, New York/Londres, Routledge, p. 137-160. https://galison.scholar.harvard.edu/files/andrewwhsmith/files/galison_tradingzonesabridged.pdf
- Haraway D., 1988, « Situated Knowledges. The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, 14 (3), p. 575-599. <https://doi.org/10.2307/3178066>
- Hennion A., 2010, « Vous avez dit attachements ? », dans M. Akrich, Y. Barthe, F. Muniesa et P. Mustar (dirs), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon*, Paris, Presses des Mines, p. 179-190. <https://books.openedition.org/pressesmines/744?lang=fr>
- Hubert J.-P., 1993, *La Discontinuité critique. Essai sur les principes a priori de la géographie humaine*, Paris, Éd. de la Sorbonne.
- Idelson B., 2008, « Des journalistes et des îles », dans B. Idelson (dir.), *Journalismes dans l'océan Indien. Espaces publics en questions*, Paris, Éd. L'Harmattan, p. 19-35.
- Idelson B., 2014, *Vies de journalistes. Sociobiographies*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Idelson B. et Lauret É., 2020, « L'espace médiatique réunionnais : entre transformations numériques et habitus éditoriaux », dans F. Liénard et S. Zlitni (dirs), *Regards croisés sur la communication et la trace numériques*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, p. 167-206.
- Idelson B. et Magdelaine-Andrianjafitrimo V., 2015, « Communauté interprétative », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, mis en ligne le 20 sept. 2015. <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/communaute-interpretative/>

- Idelson B. et Noël-Cadet N., 2009, « Chercher, enseigner et professionnaliser "outremer" : le cas des sciences de l'information et de la communication à La Réunion », dans B. Idelson et V. Magdelaine-Andrianjafitrimo (dirs), *Paroles d'outre-mer*, Paris, Éd. L'Harmattan, p. 203-214.
- Jacobi B., 1999, *La Communication scientifique. Discours, figures, modèles*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Jurdant B., 2009, *Les Problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, Paris, Éd. des Archives contemporaines.
- Latour B., 2000, « Factures/fractures. De la notion de réseau à celle d'attachement », dans A. Micoud et M. Peroni (dirs), *Ce qui nous relie*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, p. 189-208.
- Le Marec J. (dir.), 2010, *Les Études de sciences. Pour une réflexivité institutionnelle*, Paris, Éd. des Archives contemporaines.
- Magdelaine-Andrianjafitrimo V., 2009, « Littératures des départements d'outre-mer, littératures francophones : les ambiguïtés d'une terminologie ou un double anachronisme », dans B. Idelson et V. Magdelaine-Andrianjafitrimo (dirs), *Paroles d'outre-mer*, Paris, Éd. L'Harmattan, p. 35-45.
- Marimoutou C., 2002, « Le lieu et le lien : à propos de la littérature réunionnaise », *Hermès. La Revue*, 32-33, p. 131-139. <https://doi.org/10.4267/2042/114367>
- Marimoutou C., 2014, « Labyrinthes interculturels dans les littératures de l'océan Indien », *Diogène*, 246-247, p. 153-169. <https://doi.org/10.3917/dio.246.0153>
- Morin E., 1970 [1951], *L'Homme et la Mort*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Palermi R. et Polity Y., 2002, « Dynamiques de l'institutionnalisation sociale et cognitive des sciences de l'information », dans R. Boure (dir.), *Les Origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 95-123.
- Pestre D., 2010, « Penser le régime des techno-sciences en société. Production, appropriation, régulations des savoirs et des produits techno-scientifiques aujourd'hui », dans J. Le Marec (dir.), *Les études de sciences. Pour une réflexivité institutionnelle*, Paris, Éd. des Archives Contemporaines, p. 17-43.
- Quet M., 2014, « Pour une approche communicationnelle des enjeux scientifiques et techniques », *Canadian Journal of Communication*, 39 (4), p. 651-662. <https://doi.org/10.22230/cjc.2014v39n4a2739>
- Simonin J. (dir.), 2002, *Communautés périphériques et espaces publics émergents. Les médias dans les îles de l'Océan Indien*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Simonin J., 2008, « Médias indo-océaniques et ethnogénéricité », dans B. Idelson (dir.), *Journalismes dans l'océan Indien. Espaces publics en questions*, Paris, Éd. L'Harmattan, p. 37-52.
- Simonin J., Idelson B. et Almar N., 2008, « Madagascar, Maurice, Réunion. Du journalisme en océan Indien », dans D. Augéy, F. Demers et J.-F. Tétu (dirs), *Figures du journalisme. Brésil, Bretagne, France, La Réunion, Mexique, Québec*, Québec, Canada, Presses de l'Université Laval, p. 73-99.
- Simonin J. et Watin M., 1992, « L'espace public réunionnais : une opportunité pour problématiser certaines problématiques établies », *Les Nouveaux Espaces de l'information*

- et de la communication, Actes du 8^e Congrès national des sciences de l'information et de la communication, Lille, CRDO/SFIC, p. 407-413.
- Spivak L'Hoste A. et Hubert M., 2012, « Mobilité scientifique et réflexivité des chercheurs. Comment les déplacements façonnent des modes de production de connaissances », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 6 (2), p. 357-380. <https://doi.org/10.3917/rac.016.0113>
- Star S. L. et Griesemer J., 1989, « Institutional Ecology, "Translations" and Boundary Objects. Amateurs and professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology », *Social Studies of Science*, 19 (3), p. 387-420.
- Trompette P. et Vinck D., 2009, « Retour sur la notion d'objet-frontière », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3 (1), p. 5-27. <https://doi.org/10.3917/rac.006.0005>
- Vergès F. et Marimoutou C., 2007, « Pour un musée du temps présent », *Africultures*, 70, p. 180-185. <https://africultures.com/pour-un-musee-du-temps-present-6725/>
- Verón E., 1981, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Éd. de Minuit.
- Vinck D., 2009, « De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière. Vers la prise en compte du travail d'équipement », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3 (1), p. 51-72. <https://doi.org/10.3917/rac.006.0051>
- Watbled J.-P., 2021, *Essais de créolistique indianocéanique*, Saint-Denis de La Réunion, Presses universitaires indianocéaniques.